



GOVERNEMENT DU DISTRICT DE COLUMBIA
BUREAU DU DC POUR LA GESTION DES RISQUES
Division de la responsabilité civile

Jed Ross
Agent principal de gestion des risques

RÉCLAMATION CONTRE LE GOUVERNEMENT DU DISTRICT DE COLUMBIA

VEUILLEZ IMPRIMER ET COMPLÉTER LES QUESTIONS SUIVANTES.

DACTYLOGRAPHIER OU ÉCRIRE CLAIREMENT TOUTES LES INFORMATIONS

SI NÉCESSAIRE, DES PAGES SUPPLÉMENTAIRES PEUVENT ÊTRE UTILISÉES

DOMMAGES AUX BIENS OU PERTES

1-RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom de famille du demandeur _____ Prénom _____

Adresse _____ Ville, État (Province) _____ Code postal _____

Date de naissance _____ n° de sécurité sociale **(optionnel)* _____ n° de téléphone _____

n° de téléphone cellulaire _____ n° de télécopieur _____ Adresse de courriel _____

**Le NSS ou le numéro d'identification aux fins de l'impôt n'est pas requis pour demander une réclamation, mais est requis si un paiement est émis*

2-RENSEIGNEMENTS DES ASSURANCES

Nom de la société d'assurance : _____

n° de police : _____ Nom de l'agent : _____

n° de téléphone _____

Avez-vous l'assurance collision? Oui Non Avez-vous signalé l'accident à votre société d'assurance? Oui Non Avez-vous été payé? Oui Non Montant de déductible?

EN SIGNANT CE DOCUMENT, J'ATTESTE QU'AUTANT QUE JE SACHE, LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS SONT EXACTS

Date : _____

Signature : _____

Veillez également inclure ce qui suit si pertinent à votre réclamation :

- 1. Tous rapports de police ou autres rapports liés à l'incident**
- 2. Les documents témoignant de la propriété au moment des dommages et le coût original des articles endommagés**
- 3. Estimations des réclamations (inclure deux (2) pour les dommages au véhicule) et photographies des dommages**
- 4. Preuve de paiement pour les réparations effectuées sur le véhicule**
- 5. Frais médicaux et rapports médicaux**

AVERTISSEMENT : Il est un crime de fournir des renseignements faux ou trompeurs au Gouvernement de District, ou à tout autre département ou l'un de ses organismes, toute réclamation sur ou contre le District de Columbia, ou tout autre département ou l'un de ses organismes, sachant que cette réclamation est fausse, fictive ou frauduleuse. Un tel acte est assujéti à une peine d'emprisonnement d'au plus un (1) an et condamné à une amende d'au plus 100,000 \$ pour chaque violation.